

# REVUE DE LA PRESSE

## Arabe

*Gérer l'attente. C'est l'impression paradoxale que l'on retire de la lecture de la presse arabe. Comme si tous les événements que connaît le Proche-Orient n'étaient que les prémices de bouleversements à venir. Il en est ainsi ce qui s'écrit sur la résolution 242 ou sur les pourparlers jordano-palestiniens. Ou encore sur les relations des États arabes avec l'Égypte qu'évoque K. Khairallah dans al-Nahar pour souligner les limites du rôle égyptien.*

*Dans ce contexte de réculade, la reconnaissance d'Israël par l'Espagne est quasiment passée inaperçue, comme si l'impuissance arabe était désormais acceptée. Pourtant, l'initiative espagnole est l'aboutissement d'un long processus que décrit Kâdhim Jihâd dans al-Yawm al-Sâbi' en montrant qu'il aurait fallu, pour les Arabes, réagir plus tôt pour contrer les pressions européennes et américaines sur Madrid.*

*L'escalade à laquelle ont procédé les États-Unis suscite par ailleurs les réactions de beaucoup de chroniqueurs qui s'en prennent au « terrorisme américain ». Aux États-Unis même, cette escalade correspond à une campagne meurtrière visant la communauté d'origine arabe, rapporte Bassem al-Murallim dans l'hebdomadaire al-Mostaqbal.*

### LES LIMITES DU RÔLE ÉGYPTIEN

Si les récents événements qui se sont produits dans la région ont montré quelque chose, c'est bien les limites du rôle égyptien. Le Caire semble se tenir à mi-chemin entre des orientations politiques différentes, l'une conduisant au rétablissement des liens avec les Arabes, l'autre à la poursuite de la « normalisation » des relations avec Israël ; comme si le plus grand pays arabe traversait une période de déséquilibre qui s'exprime de façon flagrante par la récente visite du président Hosni Moubarak en France et en RFA.

Les limites du rôle égyptien se sont par exemple manifestées à l'occasion des récents combats qui ont ensanglanté le Yémen du Sud, pays qui est redevable à l'Égypte de s'être débarrassé de la colonisation britannique. Sans le soutien de Nasser, jamais la monarchie zaydite, au pouvoir depuis l'an 897, n'aurait été renversée. Les dirigeants du Front de libération nationale (l'organisation politique qui a engagé la lutte armée contre les Britanniques au Yémen du Sud) sont unanimes à reconnaître que sans l'Égypte, et sans son influence qui s'étendait au Yémen du Nord, ils n'auraient pu engager leur lutte le 14 novembre 1963, soit quelques jours

après le premier anniversaire du renversement de la monarchie à Sanaa. Les dirigeants du Front de libération nationale, qui n'ont jamais été d'accord que sur l'importance historique du rôle joué par l'Égypte dans l'obtention de leur indépendance en 1967, peuvent aujourd'hui — tout au moins pour ceux d'entre eux qui sont restés en vie — évoquer le rôle joué par tous les pays, à l'exception de l'Égypte, puisqu'il apparaît que même l'Éthiopie, pays non arabe, a joué un rôle dans les récents événements d'Aden, en l'absence de toute manifestation du rôle égyptien.

La question fondamentale qui se pose est de savoir ce que le président Moubarak est allé faire en France et en Allemagne de l'Ouest quand les problèmes surgissent à Amman, où le roi Hussein et Yasser Arafat n'ont pu aboutir qu'à un accord sur le refus de la rupture entre la Jordanie et l'OLP ? On peut du même coup se demander ce que peut bien donner la France en ce moment alors que le président François Mitterand n'est même plus capable d'émettre un avis sur ce qui se passe au Liban, et que l'Allemagne de l'Ouest demeure enchaînée du fait du « péché historique » qu'Israël ne manque pas de lui rappeler à toute occasion, comme s'il disposait en Allemagne d'un fonds de réserve bloqué dont il lui est loisible de retirer et d'investir à l'instant qui l'arrange et surtout lorsque ses autres crédits sont épuisés !

Rechercher un rôle européen dans la période actuelle revient à parier sur le rôle que joue l'Europe dans la recherche de la paix entre les deux super-puissances. Or depuis quand l'Europe est-elle prise en compte dans ce domaine ? Et si l'on néglige les formalités, le président Reagan a-t-il consulté sérieusement ses alliés occidentaux lorsqu'il a décidé de rencontrer son homologue soviétique à Genève ? Et Michael Gorbatchev a-t-il tenu compte des Européens lorsqu'il a accepté la proposition américaine de sommet ? Les États-Unis ont-ils demandé l'avis de leurs alliés occidentaux lorsqu'ils ont décrété des sanctions à l'encontre de la Libye, ou bien ont-ils imposé ces sanctions et demandé aux

Européens de marcher sur leurs pas, alors qu'ils savent fort bien qu'ils ne le peuvent pas ?

Les limites du rôle égyptien sont aussi apparues après que Amman a rétabli ses relations avec Le Caire en septembre 1984. Cette mesure a été suivie d'une visite du président égyptien à Amman à l'issue de laquelle une conférence de presse a dessiné les contours de l'action commune égypto-jordanienne insistant notamment sur trois domaines principaux : la cause palestinienne, le conflit Irak-Iran, et la situation au Liban. Si l'Égypte a servi de parrain à l'accord d'Amman signé le 11 février 1985, son rôle semble s'être arrêté là, en ce sens que les deux visites effectuées par le président Hosni Moubarak au cours de l'année dernière à Washington n'ont pas poussé le président Reagan à modifier son attitude à l'égard de l'OLP. Elles n'ont pas non plus contribué à faire avancer le projet d'une rencontre entre un émissaire américain et une délégation commune jordano-palestinienne. On sait pourtant que si Washington avait vraiment désiré une telle rencontre, il serait passé outre au problème de la reconnaissance formelle par l'OLP de la résolution 242, puisque que le texte de l'accord d'Amman comporte une reconnaissance implicite de la résolution, à travers son premier alinéa qui affirme le principe de « la terre en échange de la paix... comme cela est stipulé dans les résolutions de l'ONU, y compris les résolutions du Conseil de sécurité ».

Quant au rôle joué par l'Égypte dans le conflit Irak-Iran, il semble se limiter au souhait qu'il soit mis fin à la guerre. Le poids de la diplomatie égyptienne n'a pas abouti à ce que des mesures soient adoptées lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Organisation de la conférence islamique qui s'est tenue le mois dernier au Maroc, puisque la réunion s'est achevée sans publier de déclaration, ne serait-ce que pour demander un cessez-le-feu entre l'Irak et l'Iran.

Au Liban, « absence » semble être le qualificatif exact du rôle qu'y joue la diplomatie égyptienne. Le rôle joué par Le

Caire au début du mandat du président Amine Gemayel ne semble pas près de se renouveler, tout au moins dans un avenir proche.

Qu'est-ce qui entrave donc l'Égypte ? Il est facile de dire qu'elle est prisonnière des accords de Camp David et de l'accord de paix avec Israël. Mais on peut aussi mentionner la politique générale initiée sous le règne du président Moubarak, et qui repose sur l'absence de décision. Les meilleurs exemples en sont l'évolution des relations avec Israël, qui demeurent depuis 1982 au niveau de l'échange de chargés d'affaires, et des relations avec les Arabes : l'Égypte préfère établir des relations diplomatiques avec chaque État à part, en s'abstenant de tout mouvement sérieux en vue d'un retour à la Ligue Arabe. C'est ce qui peut expliquer pourquoi le succès enregistré par Le Caire lorsque Amman a rétabli ses relations avec lui est demeuré sans lendemain.

Khaïrallah KHAÏRALLAH  
*al-Nahar*, 2 février 1986

### LES ARABES PERDENT L'ANDALOUSIE POUR LA SECONDE FOIS

Au matin du vendredi 18 janvier dernier, le gouvernement espagnol annonçait la reconnaissance de l'État d'Israël et l'établissement de relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. Cette décision est intervenue après une longue attente israélienne, entrecoupée de contacts et de négociations secrètes ou publiques visant à déterminer le moment de rendre publique cette décision et non pas la décision de reconnaissance elle-même qui était acquise depuis la première rencontre, dans le cadre de l'Internationale Socialiste, entre le premier secrétaire du parti socialiste espagnol au pouvoir, Felipe Gonzalez, et le chef du parti travailliste israélien, Shimon Pérès.

Malgré l'importance que revêtait la reconnaissance espagnole de l'État sioniste, l'Espagne étant le seul pays européen à avoir refusé de reconnaître Israël depuis

sa création, les dirigeants israéliens ont veillé avec une habileté qui à certains moments frisait l'indécence, à présenter cette « décision historique » comme une forme d'excuse pour « l'erreur historique » commise par les gouvernements espagnols successifs, erreur que le gouvernement socialiste actuellement au pouvoir serait venu corriger.

Dans cet esprit, le gouvernement israélien s'est montré très économe dans l'expression de sa joie devant l'événement. Le premier ministre Shimon Pérès s'est contenté de saluer l'initiative espagnole par des propos de circonstance très polis, tout en prononçant une phrase révélatrice : « L'Espagne met fin par cette reconnaissance à une hostilité aux juifs qui aura duré cinq cents ans. » L'amalgame sciemment opéré entre la condition historique des juifs et l'État sioniste n'est pas une nouveauté chez les dirigeants israéliens. Les dirigeants sionistes ont en effet pris l'habitude de se comporter avec les chefs d'État étrangers comme si toute aide accordée à Israël était la réparation d'une faute. mais ce qui est nouveau et surprenant, c'est que la diplomatie espagnole a suivi le raisonnement sioniste, fonçant tête baissée dans le piège qui lui était tendu. Et voilà que le ministre espagnol des Affaires étrangères, Fernando Ordonez, déclare à l'instant de la reconnaissance par son gouvernement d'Israël, que l'Espagne met fin par là à une « anomalie historique ».

L'Espagne a donc quitté par la sphère de l'anormalité pour respecter la règle. Et la règle exige d'adhérer aux choix politiques et stratégiques de l'Europe occidentale, condition de la participation espagnole à son activité économique. Il est maintenant connu que la reconnaissance d'Israël était une des principales lettres d'accréditation exigées de l'Espagne en vue de son admission dans la CEE. Il n'en est pas de meilleure preuve que le choix de La Haye, capitale des Pays-Bas qui président actuellement la CEE, comme lieu de signature de l'acte de reconnaissance et de sa consécration, avec la rencontre solennelle entre le premier ministre espagnol, Felipe